

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Des-groupes-paramilitaires-demobilises-ont-repris-les-armes>

Des groupes paramilitaires démobilisés ont repris les armes

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mercredi 1er mars 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

Bogota, Le mercredi 1er mars 2006

Des paramilitaires démobilisés dans le cadre du processus de paix avec le gouvernement colombien ont repris les armes et lancé des opérations dans le nord-ouest du pays, a indiqué mercredi à Bogota le chef de mission de l'Organisation des états américains (OEA), M. Sergio Caramagna.

Le responsable de l'OEA a précisé que les paramilitaires qui ont relancé leurs opérations, « harcèlent et extorquent les populations civiles » dans le département de Cordoba (nord-ouest).

Le groupe de miliciens d'extrême droite qui a repris les armes, les Bloc Sinu et San Jorge des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC - fédération des mouvements paramilitaires), composé de 120 hommes, est le même que celui qui s'était démobilisé début 2005, a-t-il poursuivi.

M. Caramanga estime que cette reprise des armes « constitue une trahison des espoirs de paix des Colombiens ».

Ces derniers jours l'évêque de San Jorge, Edgar García, a protesté auprès des autorités après avoir été arrêté et interrogé lors d'une visite pastorale dans cette même région par un groupe de paramilitaires portant des uniformes et équipés d'armes lourdes.

Le gouvernement et les AUC ont entamé depuis deux ans des négociations qui ont permis la démobilisation de plus de 21 400 membres de ces milices, dont le démantèlement total, soit près de 25 000 hommes, est prévu en 2006.

Le processus de paix et surtout l'impunité relative accordée aux chefs paramilitaires accusés de plusieurs massacres de civils ces vingt dernières années en Colombie, sont régulièrement mis en cause par des organisations de défense des droits de l'Homme et des agences des Nations unies.

Plusieurs Organisations non-gouvernementales (ONG) estiment que cette démobilisation est un « simulacre destiné à démontrer la volonté du gouvernement de parvenir à la paix » mais qu'elle ne change rien aux violences exercées dans les régions où sévissent ces groupes paramilitaires.